

Aung San Suu Kyi (1945-), Birmanie / Myanmar

DOCUMENT SOURCE : Extraits du discours écrit par Mme Aung San Suu Kyi et prononcé le 21 novembre 1994 à Manille, dans le cadre de la réunion de la Commission mondiale sur la culture et le développement de l'UNESCO, au nom de l'auteur et à sa demande, par Mme Corazón Aquino, ancienne présidente de la République des Philippines, in *Le Courrier de l'UNESCO*, mars 1995, pp. 5-8.

La démocratie, patrimoine commun de l'humanité

La culture de paix est un idéal qu'aucun gouvernement, aucune nation (même la plus belliqueuse) n'oserait contester. Personne ne remet non plus en cause l'étroite interdépendance qui existe entre la culture de paix et la culture de développement. Par contre, on peut se demander jusqu'à quel point les gouvernements sont disposés à reconnaître que la démocratie et les droits de l'homme sont indissociables de la culture de paix et par conséquent indispensables à un développement viable. De nombreux exemples prouvent que la culture et le développement peuvent servir de prétextes pour résister aux demandes en faveur de la démocratie et des droits de l'homme. Chacun sait que certains gouvernements vont jusqu'à faire valoir que la démocratie est une idée occidentale étrangère à leurs propres systèmes de valeurs; on a souvent prétendu aussi que le développement économique est incompatible avec les droits politiques (c'est-à-dire avec la démocratie) et que, dans ce cas, c'est forcément l'économique qui prime. Devant de tels arguments, il convient d'examiner et de définir soigneusement les notions de culture et de développement pour éviter qu'elles ne soient utilisées, ou plutôt détournées, en vue de contrarier les aspirations des peuples à des institutions démocratiques et aux droits de l'homme.

La croissance seulement économique : une notion dépassée

Le bilan peu satisfaisant des efforts de développement dans de nombreuses parties du monde et la nécessité implicite d'une définition du développement qui irait au-delà de la simple croissance économique sont devenus une préoccupation vitale des économistes et des organismes internationaux il y a déjà plus d'une décennie. Dans *Pour une philosophie du nouveau développement*, l'économiste François Perroux déclarait :

"Le développement n'a pas eu lieu: il est une prise de conscience dramatique, une promesse, une question de survie même, mais encore, sur le plan intellectuel, obscurément pensé."

Dans le même ouvrage il affirmait également :

"Le développement personnel, la liberté des personnes épanouies dans les valeurs auxquelles elles adhèrent et qu'elles vivent en actes est l'un des ressorts les plus puissants du développement sous toutes ses formes."

Alors que le concept de développement humain commence à occuper une place fondamentale dans la pensée des économistes et responsables internationaux, l'"Economie de Marché", dont les majuscules rayonnent d'une aura quasi mystique, fait de plus en plus figure aux yeux de nombreux gouvernements de voie rapide et infaillible vers la prospérité matérielle. Selon eux, tous les problèmes auxquels sont confrontés leurs pays pourraient être résolus grâce à des mesures économiques. L'économie fait figure de "*deus ex machina*", la clé la plus importante pour ouvrir les serrures de toutes les portes de la nouvelle Asie dont nous rêvons."

Dès lors que l'on voit dans l'économie "la clé la plus importante pour ouvrir les serrures de toutes les portes", on en vient tout naturellement à juger la valeur d'un homme principalement, sinon exclusivement, à l'aune de son efficacité en tant qu'instrument économique. Cela ne concorde pas avec une vision du monde où les institutions économiques, politiques et sociales ont pour but de servir l'homme et non l'inverse, où la culture et le développement fusionnent pour créer un environnement dans lequel le potentiel humain peut se réaliser pleinement.

Ceux qui sont proches du pouvoir et ceux qui en sont le plus éloignés ne sauraient avoir le même système de valeurs. Le point de vue des privilégiés ne peut être le même que celui des plus démunis. En matière de pouvoir et de privilège, la différence entre les pauvres et les nantis n'est pas seulement quantitative, car elle a des implications psychologiques et idéologiques considérables. Quant à la plupart des considérations "économiques", elles sont rarement d'ordre purement économique puisqu'elles sont liées aux problèmes du pouvoir et du privilège. Le problème de la pauvreté illustre bien le caractère partiel d'une vision purement économique de la condition humaine. Même ceux qui prétendent avoir une conception réaliste des besoins humains fondamentaux sont bien obligés de reconnaître que :

"Quoi que puissent dire les médecins, les nutritionnistes et autres chercheurs sur les conditions objectives des frustrations des pauvres, la manière dont les pauvres eux-mêmes perçoivent ces frustrations doit, elle aussi, être prise en compte."

Lutter contre la pauvreté exige donc de mettre en œuvre des processus susceptibles de modifier les perceptions de tous les intéressés. C'est là que le pouvoir et le privilège entrent en jeu:

"Les pauvres sont sans pouvoir et sans voix. Le pouvoir est la possibilité d'exprimer et de rendre effective sa volonté dans une relation sociale donnée, en dépit des résistances qui s'y opposent. Les pauvres ne sont capables ni d'imposer un point de vue, ni d'exercer une contrainte, ni même le plus souvent d'avoir la moindre influence."

Il ne suffit pas d'aider matériellement les pauvres. Il faut leur donner suffisamment de pouvoir pour qu'ils puissent modifier la vision qu'ils ont d'eux-mêmes comme impuissants et inefficaces dans un monde indifférent.

La clef de voûte: la participation

Cette question de la participation est déterminante pour la culture comme pour le développement. C'est en fonction de celle-ci qu'on choisit qui a les moyens d'imposer à la nation ou à la société sa définition de la culture et du développement, et qui décide des mesures concrètes à prendre dans ces domaines. Plus un système est totalitaire, plus le pouvoir est concentré entre les mains de la caste dominante et plus la culture et le développement serviront des intérêts sectaires. La "culture nationale" risque ainsi de devenir un hybride bizarre d'incidents historiques soigneusement sélectionnés et de valeurs sociales déformées dont le but est de justifier les politiques et les actions des gens au pouvoir. En même temps, le développement a tendance à être envisagé dans l'optique désormais dépassée de la pure croissance économique. L'on exhibe un flot de statistiques souvent invérifiables pour prouver l'efficacité des mesures officielles.

Les gouvernements autoritaires aiment paraître à l'avant-garde du progrès et de la modernité, mais se refusent à opérer des changements en profondeur. Ils se justifient d'ordinaire en prétendant qu'ils sont en train d'inventer une voie spécifiquement nationale ou endogène pour élaborer un système politique conforme aux besoins du monde actuel. Dans les décennies qui suivirent la Seconde Guerre mondiale, l'excuse à la mode était le socialisme. Mais depuis une quinzaine d'années, la démocratie ne cesse de gagner du terrain. De toute façon, insister sur une voie nationale ou endogène vers le socialisme ou vers la démocratie a pour effet :

"D'ériger la continuité culturelle à la fois en fin et en moyen; cela évite d'avoir à définir la démocratie ou le socialisme de façon précise en termes institutionnels ou de procédure; et enfin, cela conforte l'élite politique en place dans sa position indéfectible d'arbitre et d'interprète ultime de ce qui sert ou dessert l'intégrité culturelle."

C'est au nom de la stabilité sociale et de la sécurité nationale mais trop souvent aussi de l'intégrité culturelle que les gouvernements autoritaires résistent aux réformes démocratiques fondées sur les droits de l'homme. On insinue que certains des maux les plus graves des sociétés occidentales découlent de la démocratie, considérée comme la source d'une liberté sans frein et d'un individualisme égoïste. On n'hésite pas à prétendre, souvent sans aucune preuve, que les valeurs démocratiques et les droits de l'homme sont contraires aux traditions nationales et que pour les transplanter avec fruit, il faut d'abord les modifier — souvent au point de les rendre méconnaissables. On prétend aussi que le peuple n'est pas encore mûr pour la démocratie, ce qui permet de repousser indéfiniment les réformes démocratiques.

La première forme d'attaque contre la démocratie repose généralement sur un postulat si universel qu'il est rarement remis en cause ou même perçu comme tel, à savoir que les Etats-Unis d'Amérique constituent l'exemple suprême d'une culture démocratique. Ce faisant, on oublie que si les Etats-Unis constituent certainement l'exemple le plus important d'une culture démocratique, ils incarnent aussi de nombreuses autres cultures qui sont souvent inextricablement mêlées. On peut mentionner la culture du "je veux tout, tout de suite" de la société de consommation, la culture des mégalo-pôles, la culture de superpuissance, la culture des nouvelles frontières, la culture des immigrants.

N'oublions pas non plus l'impact énorme des médias qui exposent en permanence les innombrables problèmes de la société américaine depuis des questions aussi graves que la violence urbaine ou la toxicomanie jusqu'aux problèmes matrimoniaux de célébrités insignifiantes. Bon nombre des maux les plus graves de la société américaine, que l'on retrouve aussi de plus en plus à divers degrés dans les autres pays développés, peuvent être attribués non pas à l'héritage démocratique mais aux exigences du matérialisme moderne. C'est quand les libertés politiques et intellectuelles sont réduites d'une part, tandis qu'on encourage de l'autre la concurrence économique acharnée en faisant de la réussite matérielle la mesure du prestige et du progrès, que l'on voit apparaître l'individualisme exacerbé et la morale de la jungle. Le résultat est une société où les valeurs culturelles et humaines sont mises de côté et où la valeur suprême est l'argent.

Aucun système politique ou social n'est parfait. Une nation aussi puissante et aussi puissamment diverse que les Etats-Unis se serait sans doute désintégrée si elle n'avait pas bénéficié d'institutions démocratiques garanties par une constitution qui a pour principe de base que le libre gouvernement est *possible* parce que l'homme est capable de raison et de justice, et qu'il est *indispensable* parce qu'il est tout aussi capable de déraison et d'injustice.

La démocratie au pluriel

C'est précisément la diversité culturelle du monde qui doit inciter les nations et les peuples à se mettre d'accord sur les valeurs humaines fondamentales qui peuvent cimenter leur unité. Quand on affirme que la démocratie et les droits de l'homme sont contraires à la tradition d'une culture non occidentale, c'est généralement qu'on propose de cette culture une définition étroite et monolithique alors que les valeurs de la démocratie et des droits de l'homme se retrouvent dans bien des cultures. Partout dans le monde, les êtres humains ont besoins de liberté et de sécurité pour pouvoir réaliser pleinement leur potentiel. L'aspiration à une forme de gouvernement qui garantisse la sécurité sans détruire la liberté ne date pas d'aujourd'hui.

Quant à l'aspiration diffuse à un gouvernement fort et à la dictature, on peut la trouver aussi dans toutes les cultures, qu'elles soient orientales ou occidentales. Le désir de domination et la tendance à aduler les puissants sont des traits communs à l'humanité qui découlent d'un désir de sécurité. Chaque nation a le choix entre, d'une part, un système qui fait dépendre la protection de la liberté et de la sécurité du plus grand nombre des caprices d'une poignée de gens en place, et, d'autre part, des institutions et des pratiques qui donnent aux individus et aux organisations suffisamment d'autonomie pour protéger leur propre liberté et leur sécurité. De ce choix dépend le rythme du progrès national sur la voie de la paix et du développement humain.

Bon nombre des pays du tiers monde qui s'efforcent d'accéder à un véritable développement sont des sociétés multiraciales où existe un groupe racial dominant et un certain nombre — parfois très élevé — de groupes moins importants: minorités étrangères, religieuses ou ethniques. De même qu'on ne peut plus simplement définir la pauvreté purement en fonction de besoins économiques fondamentaux, on ne peut plus se contenter de définir le terme "minorité" par la notion de nombre. Par exemple, on peut lire dans une étude sur l'histoire des minorités en Birmanie:

"Au fur et à mesure que se construisait la nation (...), la notion de minorité en Birmanie a changé. En effet, dès qu'un groupe s'identifie à la nation, ceux qui n'en font pas partie deviennent *ipso facto* minoritaires."

Là encore, comme pour la pauvreté, il s'agit essentiellement d'un problème de participation. Satisfaire leurs besoins matériels fondamentaux ne suffit pas à donner aux groupes minoritaires et aux populations indigènes le sentiment qu'ils font vraiment partie de l'entité nationale au sens large. Pour cela, il faut leur donner le sentiment qu'ils ont eux aussi un rôle actif à jouer dans l'orientation des destinées de l'Etat qui demande leur allégeance. La pauvreté dégrade l'ensemble de la société et la menace d'instabilité; quant aux conflits ethniques et au mécontentement des minorités, ce sont deux des plus graves menaces à la paix intérieure et régionale. Et quand la "minorité" dépossédée est en fait l'immense majorité, comme c'est le cas dans les pays où le pouvoir est concentré dans les mains de quelques-uns, la menace qui pèse sur la paix et la stabilité est omniprésente même si elle n'est pas toujours perçue.

Comme le dit fort justement le *Rapport sur le développement humain*:

"Les gouvernements doivent trouver de nouveaux moyens pour permettre à leur population de participer davantage à la gestion des affaires publiques et d'avoir une plus grande influence sur les décisions qui touchent à leur existence. Si cette initiative n'est pas prise, et prise à temps, la vague irrésistible des aspirations des populations viendra se heurter de plein fouet aux systèmes inflexibles pour semer l'anarchie et le chaos. La solution réside dans une transition démocratique et rapide et le renforcement des institutions de la société civile."

L'argument selon lequel les premiers gouvernements démocratiques occidentaux sont nés au terme d'un très long processus n'est pas une excuse valable pour autoriser les pays d'Afrique et d'Asie à freiner des quatre fers sur la voie des réformes. L'Histoire nous enseigne que le processus de développement n'est pas un parcours du combattant que tous les peuples devraient obligatoirement suivre en franchissant les mêmes obstacles. Au contraire, les derniers partants devraient pouvoir profiter des expériences de ceux qui les ont précédés pour éviter les erreurs et les obstacles qui ont ralenti leur course. On invoque parfois le précepte du poète "Hâte-toi lentement" pour donner à une attitude réactionnaire l'apparence du progrès mesuré. Mais, dans un monde en développement rapide privilégier la lenteur peut être une invitation au désastre.

Il existe autant de types de démocraties que de nations prêtes à accepter cette forme de gouvernement. Il n'y a pas de type unique de "démocratie occidentale" et l'on ne saurait limiter la démocratie à une poignée de manifestations comme les "modèles" américain, britannique, français ou suisse. Chaque pays démocratique a ses caractéristiques propres. La démocratisation de l'Europe de l'Est se fera forcément dans la diversité des styles de gouvernements. De même, il ne saurait y avoir une forme unique de démocratie en Asie. Dans chaque pays, le système démocratique évoluera conformément aux besoins socioculturels et économiques. Mais l'exigence de base d'une démocratie authentique est que le peuple ait suffisamment de pouvoir pour participer de manière efficace au gouvernement du pays. C'est à cette exigence que répondent les 30 articles de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Sans ces droits, les institutions démocratiques ne peuvent être que des coquilles vides incapables de traduire les aspirations du peuple et de résister aux emprises de l'autoritarisme.

Le processus démocratique autorise le changement politique et social sans violence. La tradition démocratique du débat et de la libre discussion permet de régler les différends sans recourir au conflit armé. La culture de la démocratie et des droits de l'homme encourage la diversité et le dynamisme sans la désintégration. Elle est indissociable de la culture de développement et de la culture de paix. Ce n'est qu'en accordant un ferme appui aux mouvements qui cherchent à donner le pouvoir au peuple par des moyens démocratiques que les Nations Unies et les organisations du système pourront vraiment promouvoir la culture de paix et la culture du développement.

Résumons pour conclure : le développement authentique des êtres humains exige bien autre chose que la simple croissance économique. Il repose essentiellement sur le sentiment de responsabilité et l'épanouissement intérieur de chacun. Alors seulement les valeurs culturelles et humaines retrouveront leur place dans un monde où le pouvoir politique est trop souvent synonyme de tyrannie au service d'une petite élite. La participation des gens aux transformations sociales et politiques est la question cruciale de notre temps.

Cet objectif ne pourra être atteint que par des sociétés qui privilégient l'être humain plutôt que le pouvoir, la liberté plutôt que le contrôle. Dans une telle optique, le développement passe par la démocratie, véritable émancipation des peuples. Une fois cet objectif atteint, la culture et le développement contribueront tout naturellement à créer un environnement où la valeur de chacun est reconnue et où tout être humain peut réaliser son potentiel propre.